

CIBLE

Constitution

Encore une réforme constitutionnelle, qui a porté cette fois sur le contrôle parlementaire du financement de la Sécurité sociale. Réforme tout à fait contestable, qui soumettra les dépenses de santé, les retraites et les allocations familiales à la conjoncture économique et financière, si le gouvernement est maître de sa majorité, ou aux humeurs des députés dans le cas contraire.

En outre, il faut s'inquiéter de l'esprit qui préside aux réformes faites depuis 1993. Une constitution est une loi fondamentale, ou elle n'est rien. Notre constitution ne peut donc être révisée que pour des raisons majeures, longuement méditées, et soumises au consentement populaire. Or l'actuelle majorité pratique la révision manœuvrière : ainsi la restriction du droit d'asile, adoptée sous le prétexte des accords de Schengen, accords que le gouvernement se refuse à appliquer, ainsi l'extension de la procédure référendaire, qui méritait un grand débat qui n'a pas eu lieu, ainsi l'adoption d'un bout du plan Juppé, récusé en décembre par des millions de citoyens.

C'est ainsi que nous entrons, insensiblement, dans une logique autoritaire.

RURALITÉ

Les nouveaux paysans

Internet

Questions
de droit

p. 4

Armées

Pour la
réforme

p. 3

Pas de langue de bois

J'ai lu avec intérêt et agrément les quelques numéros de votre journal que vous m'avez envoyé gracieusement, et je vous remercie sincèrement.

Cette lecture m'a permis d'apprécier - globalement - l'indépendance d'esprit de vos rédacteurs : pas de « langue de bois » trop souvent constatée ailleurs. Dans l'ensemble, vos articles sont bien rédigés, sincères, et savent capter l'intérêt, tant sur les questions sociales que politiques. J'apprécie particulièrement que, face à des opinions partiales, peut-être historiquement assez justifiées, à l'égard de la monarchie, vous nous montriez que celle-ci en 1996, n'implique pas obligatoirement une tendance « extrême-droitière », d'où s'ensuivrait la défense d'intérêts « de classe », et du libéralisme plus ou moins sauvage.

En somme, l'option royaliste n'est pas un parti au sens politique. Et c'est très bien ainsi. Je pense que cette indépendance que l'on sent sincère, devrait vous valoir estime et adhésions. Par ailleurs, je prendrai la liberté d'exprimer, brièvement, une certaine réserve sur un point particulier. Je fais, par là, référence au courrier d'un de vos lecteurs, reproduit dans le numéro du 8 au 21 janvier, intitulé « *Pas assez royaliste* ». Je suis d'accord avec la phrase suivante : « ... Ne serait-il intéressant de consacrer plus d'articles sur l'attrait que peut constituer le royalisme sur le citoyen à l'aube du XXI^e siècle ? ». Peut-être estimez-vous qu'une attitude « pragmatique » est préférable dans les temps présents, et que « tout vient à point »... Je peux vous comprendre, aussi j'en resterai là sur cette question.

P.J. (Paris)

Dialogue

Je trouve votre journal bien fait et je souhaiterais que la rubrique « Courrier des lecteurs » soit plus souvent présente car elle permet un dialogue permanent entre les royalistes et la NAR, et entre les royalistes (ou autres lecteurs) eux-mêmes.

Après quelques mois d'abonnement d'essai à *Royaliste*, j'ai décidé finalement de m'y abonner définitivement. Il y a deux raisons qui m'y ont conduit : la première est que le

journal traite tous les sujets, de la politique au social, de l'histoire à la littérature, en passant par la philosophie et la tactique royaliste. De plus, les problèmes qui y sont évoqués, sont discernés avec clairvoyance et intelligibilité. La deuxième raison est que *Royaliste* est le seul moyen de garder un contact permanent avec la Nouvelle Action Royaliste et de connaître ses positions.

Ainsi j'ai pu constater que les royalistes de la N.A.R. réunissent les critères qui font d'eux des royalistes d'aujourd'hui et de demain : politiques, orléanistes, démocrates et « républicains ». Ce dernier terme me faisait peur au départ. Puis grâce à *Royaliste*, j'ai pu comprendre que ce n'était pas la république qui a pour but le bien commun qui est méprisable, mais celle des républicanistes intransigeants.

J'ai pu constater également que la N.A.R. était le seul mouvement à la fois royaliste et politique favorable à une monarchie constitutionnelle et qui se rapproche le plus des idées de Monseigneur le comte de Paris. Certes, il y a des points sur lesquels je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous, comme l'appel à ratifier le traité de Maastricht. Mais à la N.A.R. le débat est démocratique.

Bref, mon abonnement à *Royaliste* avec celui du *Lys Rouge*, vous devez le considérer comme un acte qui fait quasi-officiellement de moi un sympathisant inconditionnel du comte de Paris, de la N.A.R. et de la monarchie constitutionnelle. Cela peut être considéré aussi comme un pas vers l'adhésion : je sais que l'adhésion est une démarche sérieuse, et lorsqu'on est étudiant il n'est peut-être pas facile d'être un bon adhérent. Par exemple, il me serait sans doute impossible de venir assister au congrès du mouvement. J'aimerais donc plus de renseignements sur le rôle des adhérents, même si tôt ou tard il est quasiment certain que mon adhésion se fasse.

Je finirai cette lettre par le proverbe de Gustave Flaubert qui pourrait résumer la pensée de la N.A.R. : « *La monarchie constitutionnelle est la meilleure des républiques* ».

G. T. (Gard)

Courrier

Longue vie

Étant très âgée (bientôt 90 ans) et malade, je vous adresse mon réabonnement d'un an à 300 F, désolée de ne pouvoir que limiter mon soutien : mes moyens sont de plus en plus réduits. En souhaitant de tout cœur une longue vie à votre remarquable et indispensable bimensuel.

J.Z. (Essonne).

Mitterrand

Je n'apprécie que modérément l'éditorial de Bertrand Renouvin sur François Mitterrand (n° 657), à l'exception - et encore - des trois derniers paragraphes. D'abord parce que le terme « républicain de gauche », même s'il est plus approprié pour Mitterrand que « socialiste », est discutable. Ensuite parce qu'affirmer qu'il n'aimait pas les institutions de la V^e République, dans lesquelles il s'est coulé - pour ne pas dire vautré - avec délice mérite d'être sérieusement argumenté. Par ailleurs, qu'est-ce qui vous permet d'avancer que « *Mitterrand, comme nous le constatons maintenant, fut le dernier rempart contre le libéralisme sauvage, l'ultime espoir d'un ressuscitement* » ? Enfin, lorsque vous évoquez le maintien des « principes gaullois » en défense nationale et politique étrangère, faut-il penser à la guerre du Golfe et à notre vassalisation aux États-Unis d'Amérique ? Par « *sage continuateur du projet gaullien selon la conception classique de la France millénaire* », faut-il se rappeler du partisan de l'Europe ultra-libérale et supranationale de Maastricht ? « *La bienveillance à l'égard des défauts, l'oubli des erreurs et des fautes appartiennent à des genres qui ne sont pas les nôtres* ». Y aurait-il une exception (de déférence) pour les chefs d'État ?

J.-M. D. (Loire-Atlantique).

Découverte

Béni soit votre lecteur ou militant qui a posé un de vos autocollants publicitaires à la Gare de Lyon ! Grâce à lui j'ai pu apprendre l'existence de *Royaliste* et je dois vous dire que la lecture des premiers numéros m'a enthousiasmé. Enfin, moi qui suis

d'une famille de tradition plutôt royaliste, je peux faire état de mes convictions sans passer pour un « ringard » ou un extrémiste. Votre façon d'aborder les problèmes de notre société, votre souci de la justice sociale, votre défense intelligente de la nation m'enchantent. Alors, de grâce, ne me décevez pas ! J'espère vivement que la lecture des prochains numéros de votre bimensuel viendra confirmer la bonne impression que j'ai eu. Si c'est le cas, je vous promets que d'ici quelques mois, avant l'été, je vous apporterai mon adhésion et que je deviendrai, dans la mesure de mes possibilités, un militant actif. En attendant je vous passe une commande d'autocollants : c'est bien la moindre des choses que je contribue moi aussi à faire connaître *Royaliste*.

R. S. (Yonne)

Autre voie

Le « ton » du journal me plaît. Je n'adhère pas à toutes vos idées mais j'apprécie vos prises de position contre la « dictature des marchés », la technocratie et les méfaits de l'ultra-libéralisme. Personne aujourd'hui, me semble-t-il, n'a assez d'imagination pour proposer à la société d'autre voie que celle où elle s'embourbe ; vous, au moins, vous le tentez.

A. A. (Val-de-Marne).

Bénédictins

Lorsque je trouve le temps de lire *Royaliste* (pas chaque numéro malheureusement) j'ai toujours le sentiment de « faire une cure d'altitude mentale » même si je ne partage pas toujours les opinions exprimées (je suis très réticent vis-à-vis de Maastricht et de la monnaie unique, la Grande-Bretagne et l'Italie tirent mieux leur épingle du jeu que nous pour l'instant, grâce à une politique nationale et non « idéologique »).

Mais certains de mes grands enfants (18 et 15 ans) le lisent au moins partiellement et ma seconde fille se sent royaliste. Donc merci encore et toujours pour votre travail de bénédictins, votre sens du service politique désintéressé. Il ne peut manquer d'être utile à long terme.

J.-L. L. (Orléans)

Armées

Pour la réforme

En décidant la suppression du service national et la constitution d'une armée professionnelle, le chef de l'État a fait un choix judicieux.

Sans regrets ni restrictions, nous sommes favorables à la réforme annoncée par le président de la République le 22 février. Cette approbation va de soi, puisque la Nouvelle Action royaliste s'était prononcée, voici plus de quinze ans, pour la suppression de l'armée de conscription. Lors de son deuxième congrès, tenu les 12 et 13 décembre 1981, la Déclaration de politique générale indiquait en effet que la NAR « *souhaite le renforcement de la force nucléaire stratégique, constate que l'armée de conscription est inefficace et demande sa suppression* ». Ceci alors que la guerre froide était loin d'être terminée.

Après la disparition de l'Union soviétique, notre mouvement a repris l'examen de l'ensemble des questions touchant la défense nationale et adopté, lors de son congrès de 1994, une motion longue et précise qui affirmait notamment que « *le service national, inégalitaire et inadapté aux nouvelles exigences de notre défense, doit disparaître. La NAR constate en effet que la professionnalisation de nos armées est inéluctable en raison de l'évolution des matériels et des techniques de combat* ». Nous réclamions bien entendu « *le maintien et le perfectionnement de notre force de dissuasion nucléaire stratégique* », un réaménagement des forces classiques visant la modernisation des

équipements et la mobilité des troupes, et nous faisons des propositions concrètes quant à la production des systèmes d'armes technologiquement avancés (1).

Les décisions du président de la République répondent manifestement à beaucoup des souhaits que nous avons exprimés : les essais nucléaires ont perfectionné notre dissuasion, l'armée professionnelle répond plus que jamais à la nouvelle donne politique et militaire, et il est bon d'ouvrir un débat sur le service civil - même si la définition de ses missions reste floue. Jacques Chirac a par ailleurs eu raison de souligner que l'abandon progressif du service national ne pouvait être dénoncé au nom de l'intégration républicaine, puisque ce service est depuis longtemps inégal et n'a jamais été universel, alors que l'école est traditionnellement le lieu et le véritable moyen de cette intégration.

Cela dit, il est tout à fait regrettable que le chef de l'État ait décidé la privatisation de Thomson, dans le cadre de la réorganisation de notre industrie de l'armement, sans donner un seul argument qui puisse justifier la pertinence de ce choix. Les industries liées à la défense doivent appartenir collectivement à la nation : ce principe ne nuit en rien à la qualité de leurs productions.

Jacques BLANGY

(1) cf. le recueil des motions adoptées par les congrès de la NAR, fascicule II, (1992-1995) - prix franco : 14 F.

Relance

Gagner plus pour consommer

A l'heure où certaines entreprises annoncent des profits exceptionnels, le débat sur la possibilité de relance par l'augmentation massive des bas et moyens salaires a rebondi.

Mesure souhaitable mais qui ne dispense pas d'une profonde réforme structurelle.

En janvier dernier, Alain Juppé annonçait un certain nombre de mesures destinées à relancer l'activité économique via la consommation des ménages et l'investissement dans le secteur du logement. Le principe sur lequel se fondait la démarche du Premier ministre consistait à inviter les Français à puiser dans leur épargne. Or, si nos compatriotes aujourd'hui épargnent, c'est avant tout parce qu'ils n'ont pas confiance en l'avenir et craignent pour leur emploi. Le gouvernement aura beau prendre toutes les dispositions qu'il veut, s'il ne rétablit pas la confiance c'est peine perdue.

Devant l'inefficacité de ces mesures, chacun, politiques, chefs d'entreprise, économistes... y va de sa recette. Pour les uns, il suffit d'augmenter les salaires, pour les autres, au contraire, il faut les diminuer, pour d'autres encore, il est urgent de ne rien faire et d'attendre que le marché remette en peu d'ordre dans ce chaos. Certains même prônant à quelques mois, voire quelques semaines, d'intervalle des politiques totalement opposées.

Il est vrai cependant que l'on a rien trouvé de mieux pour inciter les ménages à consommer que d'augmenter leurs revenus. Il est vrai que demander à un salarié de faire des sacrifices alors que son entreprise réalise de confortables profits relève de la provocation, comme l'a dit Jean Gan-

dois, patron des patrons, en mars 1995. Aujourd'hui, le vice-président du CNPF, Denis Kessler, met en garde contre une politique salariale généreuse qui compromettrait la compétitivité de nos entreprises. Certes, des augmentations de salaires qui ne correspondraient pas à des gains de productivité pourraient relancer l'inflation, mais il faut savoir ce que l'on veut... Des négociations salariales sont engagées dans de nombreuses entreprises, privées ou publiques, mais pour l'instant les partenaires sociaux s'observent.

Toutes ces propositions, aussi justifiées soient-elles, ne sont que des mesures conjoncturelles à court terme. Hier, le levier sur lequel nous devions intervenir pour nous sortir d'affaire était le taux d'intérêt. Aujourd'hui, ce sont les salaires. Demain... Il ne faut pas attendre de ces « mesurées » le plein emploi. Face à la mutation structurelle que nous vivons, c'est sur des leviers structurels qu'il faut agir. Le partage du travail en est un : à condition qu'il ne soit pas imposé, mais qu'il soit le résultat d'une large concertation branche par branche, entreprise par entreprise... A condition qu'il intègre dans sa réflexion, les questions de revenus et de temps. Le rôle de l'État est de rendre possible ces évolutions. Il y a là un formidable défi à relever.

Patrice LE ROUË

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Pour la réforme - Gagner plus pour consommer - p.4 : Madelin - Illusions et sophisme - p.5 : Le levier vietnamien - p.6/7 : Les nouveaux paysans - p.8 : Foccart - Messages pour la paix - p.9 : Le problème Carrel - p.10 : Bernanos, prénom Michel - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Logiques européennes.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Madelin

Il y a une dizaine d'années, le bruit se répandit qu'il y avait à droite un homme qui lisait. Beaucoup. Au point qu'on parla de boulimie. Voici deux ou trois ans, on apprit officiellement que cet homme avait des idées. Tellement d'idées qu'il lança un mouvement qui s'appelait Idées-action, avec un livre à la clef. Après un bref passage au ministère des Finances, un deuxième livre fut publié (il y est question d'autruches) et l'homme fut intronisé comme Penseur. Penseur du libéralisme. Penseur du changement. Voilà qui était courageux. Et intéressant.

Il faut déchanter. En guise de pensée, Alain Madelin présente une copie chaloupée comme un devoir de Sciences Po : il est libéral et social, il défend le Smic et la flexibilité, la France l'émue et il souhaite un fédéralisme européen « décentralisé ». De tout un peu et son contraire : un bavardage au fil de l'eau tiède.

L'homme d'action ne vaut pas mieux. Comme Alain Madelin vise la présidence de l'UDF, il s'est mis à balayer de plus en plus large : d'abord un clin d'oeil aux démocrates-chrétiens, puis, dans *Le Nouvel observateur* (21 Février) d'étonnantes entretiens destinés à éblouir à la fois les autruches de la gauche et les mêmes bipèdes emplumés qui se réclament de Philippe Séguin ou de Philippe de Villiers.

Faut-il en rire ? Non. M. Madelin se moque de ceux qui croient en lui. Il dit n'importe quoi pour être Premier ministre. Il contribue au discrédit de la politique.

Annette DELRANCK

(1) « Quand les autruches relèveront la tête » - Robert Laffont - prix franco : 106 F.

Illusions et sophismes

Au sujet d'Internet, le débat n'oppose pas les gentils libéraux et les vilains maîtres-censeurs, mais les défenseurs et les adversaires du droit.

Venue des États-Unis, la mode Internet se répand en France. Jamais en retard d'une bête, notre confrère *Libération* s'est fait le desservant du nouveau culte sous la forme d'un supplément bourré de mots d'autant plus chics qu'ils sont anglais. Ne dites pas Internet (réseau interactif) mais le *Net* (réseau, mais aussi filet) et naviguez sur le *Web* (sous-réseau constitué de « sites » électroniques analogues à ceux du Minitel) afin de participer au débat planétaire : vous voilà cybernautes voguant dans les espaces infinis du cybermonde.

Ce n'est pas la première fois que de nouvelles techniques, offrant de nouvelles possibilités d'échanges, sont accompagnées de niaiseries lexicales et de sous-philosophies de l'histoire : voici cinquante ans, Norman Wiener nous promettait déjà la démocratie par la « société de communication » - pieux discours réactualisés lors de l'arrivée de l'ordinateur individuel, et réchauffés quand on assembla l'ordinateur, le téléphone, la télévision, etc.

Il ne s'agit pas de rejeter ces techniques (que nous utilisons ici de préférence à la plume d'oie, au pigeon voyageur et à la lanterne magique) mais de ne pas confondre les facilités offertes par Internet (courrier électronique, accès aux banques de données) et l'idéologie libérale-libertaire qui nous annonce la révolution mondiale et l'avènement de la

démocratie culturelle, politique, économique et sociale grâce au dialogue libéré (« il est interdit d'interdire ») et au libre accès à l'information. Comme toujours, cette idéologie provoque exactement le contraire de ce qu'elle promet :



L'optimisme technologique n'a pas lieu d'être : Internet ne comble pas le fossé entre ceux qui ont les moyens (matériels et culturels) d'utiliser Internet et ceux qui sont d'emblée exclus du réseau. N'oublions pas que l'illettrisme affecte un Français sur cinq.

Le discours libéral sur Internet (libre accès au réseau de petites unités spontanément constituées) est d'ores et déjà démenti puisque le cybermarché est dominé par de grandes sociétés commerciales américaines (America Online, CompuServe) qui offrent l'abonnement à divers services. Dans le monde virtuel aussi le libéralisme engendre des pratiques monopolistiques, source de profits bien réels.

L'indignation libertaire provoquée par le vote, aux États-

Unis, d'une loi réprimant sévèrement la diffusion d'images et de textes pornographiques relève quant à elle de la pure hypocrisie. Pourquoi ? Parce que la censure est déjà pratiquée par les grandes sociétés commerciales, qui disposent de « code de décence », et sur les serveurs de libre discussion, puisque le dialogue « démocratique » y est soumis à un « modérateur » qui exclut de son propre chef les propos qui ne lui conviennent pas. Ce que les libertaires nomment « autorégulation » est en fait une décision autoritaire, incontrôlable, prise selon des normes qui ne sont jamais explicitées : l'interdiction d'interdire aboutit comme d'habitude à une production arbitraire d'interdits.

Contre les censures sauvages, il faut réaffirmer la nécessité d'une application sereine des lois existantes qui ne répriment pas seulement la pornographie, mais aussi et surtout le proxénétisme et l'incitation à la haine raciale : la loi, qui a l'avantage d'être votée au grand jour au sein d'institutions démocratiques, est essentiellement faite pour protéger les êtres humains contre la violence. Ce principe n'est pas invalidé par les difficultés d'application techniques, ni par les contournements possibles du dispositif légal. Qui songerait à abolir le droit d'auteur à cause des éditions pirates, ou la législation sur les armes en raison de leur trafic clandestin ? Les sophismes du cybermonde ne valent pas mieux que les autres.

Sylvie FERNOY

Le levier vietnamien

La France, qui a longtemps hésité sur la meilleure manière d'aborder l'Asie, semble avoir choisi de privilégier le Viêt-nam comme levier pour s'y introduire diplomatiquement.

Le ministre des Affaires étrangères avait proclamé lors de ses vœux l'Asie « nouvelle frontière de la diplomatie française ». Il est vrai que l'on n'avait plus depuis longtemps de « politique asiatique ». Sans doute se demandait-on si un pays comme le nôtre avait encore les moyens d'une telle politique face à un continent si vaste et si étranger. D'autres réussissaient à y faire du commerce sans politique. Pourquoi pas nous ? En outre, avoir une politique veut dire faire des choix, risquer de méconter tel ou tel. Il semble néanmoins que ces choix soient inévitables en Asie aujourd'hui et demain. De toute façon, aucun pays, si ce n'est peut-être les États-Unis, ne peut être présent partout. Même commercialement, il faut choisir une stratégie, une implantation principale. Laquelle ?

Le choix s'est longtemps réduit politiquement entre la Chine et le Viêt-nam, avec chacun ses partisans, et donc des hauts et des bas, des allers et retours, bref une certaine incohérence. En réalité, il s'agit aujourd'hui plutôt d'hierarchiser que de choisir. La France et la Chine sont parmi les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité. Elles entretiennent nécessairement un dialogue mondial. Mais la différence d'échelle est telle qu'elles ne peuvent pas se considérer l'une l'autre comme le partenaire privilégié. L'Europe même dans son entier, en tout cas dans sa configuration actuelle, ne

ferait pas le poids non plus. Il faut à la France un pays à sa mesure, où la concentration de ses efforts puisse représenter un pourcentage raisonnable qui la fasse être considérée.

Le choix du Viêt-nam ne doit pas s'interpréter par rapport au passé, ni à la culture. La population vietnamienne ne parle plus guère le français et regarde vers le mode de vie et les loisirs américains. Le choix, pour être sensé, doit reposer sur l'existence d'intérêts communs. Le Viêt-nam s'y prête parce que, dans sa situation géostratégique, il recherche des alliés pour remplacer l'Union soviétique. Les États-Unis qui ont renoué avec lui les relations diplomatiques l'an dernier, sont un élément important de son jeu. Mais cet élément risque de dépasser ses propres intérêts, par exemple si Washington devait recourir à une politique de cordon sanitaire face à la Chine dont le régime d'Hanoï serait un instrument comme aux pires moments de la guerre du Viêt-nam.

Dans ce contexte, le choix fait à Cotonou en décembre dernier de Hanoï comme siège du prochain sommet de la francophonie en 1997, a valeur de défi à la fois pour le Viêt-nam sachant d'où il vient et pour l'Asie où se tiendra pour la première fois une telle conférence.

Le Viêt-nam en juillet dernier a été admis au sein de l'ANSEA, organisation constituée à l'origine pour s'en protéger au temps où l'on croyait à la théorie des dominos... Hanoï accueillera même

en 1998 le prochain sommet de l'ANSEA. Ceci signifie, qu'il est possible de dépasser aussi l'autre alternative, qui se recoupe d'ailleurs partiellement avec celle entre la Chine et le Viêt-nam, entre les deux empires Siam et Annam qui se disputent l'Indochine. Quoi qu'on fasse, l'ancien Siam (aujourd'hui Thaïlande) reste multiséculairement l'autre pouvoir, et aujourd'hui la base de tout ce qui parle américain en Asie dans son ensemble, à commencer par les organes onusiens qui n'ont eu de cesse d'humilier le français au Cambodge.

Le choix du Viêt-nam place la France au cœur des grands enjeux de ce que l'on appelle la « Méditerranée asiatique », avec des risques et deux inconvénients dont il faut être bien conscient dès le départ. Le premier c'est que nous ne serons pas dans la zone qui connaît la plus forte expansion, le Viêt-nam quoiqu'en développement rapide n'étant pas appelé à devenir un « dragon » avant les autres. Mais au moins le marché est-il à la mesure de nos capacités, le seul où notre part dépasse les 1 à 3 % habituels en Asie. Le deuxième inconvénient c'est que nous nous lions à un pouvoir demeuré communiste, en évolution lente, et qui sera sans doute l'un des derniers du genre, ce qui ne nous empêche pas cependant de rechercher, comme en modèle libéral, une troisième voie.

Au moins que l'on se tienne à ce que l'on a résolu, que l'on s'en donne les moyens dans la durée, et que l'on ne s'en laisse pas distraire. C'est la clé de toute politique extérieure, a fortiori en Asie.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BULGARIE** - Le roi Siméon II de Bulgarie, qui a annoncé qu'il rentrerait dans son pays pour une visite d'études avant le mois de septembre (cinquantième anniversaire de son départ en exil), n'exclut pas la solution républicaine et ne ferme pas la porte à son éventuelle candidature à l'élection pour la succession de Jelio Jeleu en novembre prochain. Ses récentes déclarations ont provoqué un tollé dans les milieux politiques bulgares effrayés par la popularité toujours croissante du roi exilé. Un sondage le crédite déjà de 42 % de suffrages s'il se présentait à la présidence et 80 % de ses compatriotes le jugent favorablement.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Tandis que la princesse de Galles effectuait une visite controversée au Pakistan, les Britanniques se disent de plus en plus pessimistes sur l'avenir de la monarchie. Pour la première fois, le sondage publié par *l'Independent on Sunday* révèle que les « pessimistes » sont plus nombreux que les optimistes : 43 % des Anglais pensent que la monarchie aura disparu dans cinquante ans, contre 33 % qui pensent le contraire. La reine Élisabeth II paraît toutefois peu affectée par cette perte de confiance en l'avenir de la Couronne : elle rassemble sur son nom 73 % de satisfactions. Si l'on en croit l'institut MORI, le prince Charles n'a pas la faveur du public : 41 % des sondés estiment qu'il ne sera pas un bon roi contre 40 % d'avis favorables.

♦ **JORDANIE** - Le roi Hussein s'est rendu avec trois de ses fils, les princes Fayçal, Abdallah et Hamzeh, en pèlerinage à La Mecque à l'occasion d'une visite officielle en Arabie Saoudite, la première depuis la guerre du Golfe. Cette visite marque la réconciliation entre les deux pays.

♦ **AUTRICHE** - La famille impériale des Habsbourg s'est réunie à Muri en Suisse, pour les funérailles de l'archiduc Robert d'Autriche-Este, chef de la maison ducale de Modène et frère de l'archiduc Otto. Marié à la nièce du comte de Paris, l'archiduchesse Marguerite de Savoie-Aoste, il était père de cinq enfants : Gerhard, Martin, Isabelle, Marie-Béatrice et Lorenz dont l'épouse Astrid est la fille des souverains belges.

♦ **PORTUGAL** - La cause monarchique ne cesse de progresser au Portugal. Quatre anciens ministres du gouvernement de Cavaco Silva viennent d'entrer à la *Causa Real* dont le président est également député de la République. A Mirandela, une petite ville du pays, l'avenue principale a été rebaptisée avenue des Ducs de Bragance. Enfin, le duc de Bragance était invité en bonne place à Évora, aux côtés du président Soares et de son successeur Sampaio, lorsque la reine Sophie d'Espagne a été reçue comme docteur *honoris causa* à l'Université.

♦ **DANEMARK** - Galop d'essai pour le couple princier vedette du Danemark. Le prince Joachim et sa jeune femme Alexandra ont effectué leur première visite officielle en Ouganda où ils ont reçu un accueil des plus chaleureux.

Ancien secrétaire national adjoint du Centre national des jeunes agriculteurs, Michel Leblanc s'est fait connaître

en publiant une critique décapante du corporatisme agricole qui lui a valu l'inimitié des dirigeants de la FNSEA.

Il n'en continue pas moins de dénoncer dans un deuxième livre leurs mensonges et leur coûteuse influence, tout en proposant une nouvelle politique d'aménagement des villes et des campagnes.

■ **Royaliste :** La situation dans le monde agricole a-t-elle changé depuis votre premier livre ?

Michel Leblanc : Non. Hélas ! La société agricole fonctionne sur un mode caricatural, entretient le mensonge et se montre incapable de toute évolution.

■ **Royaliste :** En quoi y a-t-il mensonge ?

Michel Leblanc : Souvenez-vous de la réforme de la Politique Agricole Commune en 1992. Au printemps de cette année-là, la France a connu une véritable jacquerie et les dirigeants agricoles ont dénoncé cette réforme dans de nombreuses émissions, à l'invitation de journalistes très bienveillants à leur égard. Dans le même temps, des manifestations ont lieu, au cours desquelles la mort de l'agriculture est annoncée. La réforme de la PAC s'effectue malgré tout, puis les choses rentrent dans l'ordre sans que l'agriculture française périclite pour autant.

L'année suivante, nous avons connu la fin des négociations sur le GATT. Je ne porte pas de jugement de valeur sur ce sujet, je dis simplement que la signature de ces accords par le gouvernement français (celui d'Édouard Balladur) était acquise d'entrée de jeu. C'est ce que j'avais annoncé dans mon précédent livre. Or, jusqu'au 12 décembre 1993, le gouvernement français et les

dirigeants agricoles ont répété que les accords ne seraient pas signés - sauf modifications majeures. Vous savez que les accords ont été signés sans modifications : cette attitude me choque profondément. Elle me choque d'autant plus que les dirigeants agricoles ont tenu le discours de la catastrophe avant la signature de la réforme de la PAC et des accords du GATT, que les signatures ont eu lieu et que le monde agricole est tout à fait paisible depuis 1993. De deux choses l'une : ou bien les dirigeants de la FNSEA avaient raison de dénoncer des situations catastrophiques, mais on ne comprend pas pourquoi ils restent maintenant inertes ; ou bien ils se sont trompés et ont trompé les agriculteurs dans leur appréciation de la situation - avec la complicité du RPR qui n'est que la succursale grand public de la FNSEA.

Cela dit, il ne faut jamais oublier que les ministres de l'Agriculture sont toujours les porte-parole de la FNSEA, qu'ils soient de droite ou de gauche, à l'époque de François Mitterrand comme depuis l'élection de Jacques Chirac.

■ **Royaliste :** Pourquoi distinguez-vous le paysan et l'agriculteur ?

Michel Leblanc : L'agriculteur est un producteur, un entrepreneur, alors que le paysan est l'homme d'un pays. Un pays, c'est une histoire, une culture (au sens général

du terme), c'est en somme le lieu de l'identité. C'est pourquoi il ne faut pas confondre le pays et la campagne : il serait temps d'envisager les pays et les paysages urbains, et de s'occuper en priorité des banlieues. C'est en ce sens que je souhaite une grande politique pour la paysannerie, qui est indispensable pour relier les grands ensembles urbains au monde rural.

Encore faut-il préciser que ce monde rural ne se définit pas seulement par la terre cultivée : il y a les forêts, les lacs, et toutes les activités qui se déroulent dans les campagnes. Or les dirigeants de la FNSEA et leurs alliés du RPR ont capté l'argent destiné à l'ensemble du monde rural au bénéfice des chambres d'agriculture et des organisations agricoles. Notez que les agriculteurs ne représentent que 17 % de la population qui vit dans le monde rural, et l'agriculture ne représente que 22 ou 23 % de la production rurale.

Cette distinction entre la paysannerie et l'agriculture existe partout en Europe. Seule la France se refuse à la prendre en compte, en raison de la résistance des organisations agricoles, et des gouvernements qui leurs sont soumis. Cette situation est d'autant plus scandaleuse qu'une grande politique rurale, opérant la distinction nécessaire entre l'agriculture et la paysannerie, intéresse tous les Français puisqu'elle concerne

notamment les villes et leur périphérie, et qu'elle permettrait de créer de nombreux emplois.

Il faut donc réaménager le territoire, mais pas selon la méthode Pasqua, qui est fondée sur la nostalgie de la culture du terroir : aucun jeune ne veut aujourd'hui aller habiter dans un village à la mode ancienne. Il faut repenser et réaménager ensemble les villes et les campagnes, comme j'ai tenté de le faire dans le Béthunois. La paysannerie n'a d'avenir que si elle peut s'appuyer sur des villes fortes. L'enjeu n'est pas seulement important pour notre pays : si nous parvenons à concevoir un nouveau projet de développement, l'exemple français aura valeur dans toute l'Europe - et notamment dans le monde méditerranéen.

■ **Royaliste :** Quelle est la particularité du monde agricole ?



Michel Leblanc : La particularité de ce monde, c'est qu'il ne travaille qu'avec du vivant, au rythme des saisons et des gestations. On ne peut pas compresser un produit comme on le fait dans le système industriel : il faut un temps défini pour que pousse un grain de blé. C'est à cause de cela que la production agricole doit toujours bénéficier d'une intervention publique - hors de laquelle aucune production n'est rentable. N'oublions pas que l'intervention publique européenne a permis à l'Europe de bénéficier d'une sécurité alimentaire, d'être la deuxième puissance exportatrice mondiale de produits agricoles, et d'avoir un paysage qui est encore un peu entretenu. Quand l'État est faible, quand il n'intervient pas, il n'y a pas d'agriculture possible.

■ **Royaliste :** Pourtant,

vous dénoncez vivement l'actuelle politique de subventions à l'agriculture...

Michel Leblanc : Je ne conteste évidemment pas le principe de subventions à l'agriculture, ni la nécessité de relations étroites entre le pouvoir politique et le monde agricole. Je plaide pour la transparence des financements, et pour la morale élémentaire, qui consiste à ne pas mentir aux citoyens, et à ne pas dilapider l'argent des contribuables.

Notez qu'en 1993, le gouvernement Balladur a augmenté de 14,6 milliards de francs les subventions à l'agriculture, et qu'en 1994 le total des subventions atteint les 100 milliards de francs. Il n'est donc pas étonnant que le revenu brut agricole moyen par exploitation ait augmenté de 11,5 % cette même année 1994. On pourrait peut-être s'en réjouir, si tous les agriculteurs bénéficiaient de cette manne. Mais c'est en fait la minorité la plus aisée qui en profite : 20 % des exploitants agricoles se répartissent 80 % des subventions.

Soyons plus précis. Les agriculteurs ont crié que la réforme de la PAC les assassinait. Dites-vous bien que cette réforme se traduit par une subvention moyenne de 2 500 F par hectare, mais elle peut atteindre le double : 5 000 F pour l'hectare de millet. Quand vous avez 500 ou 600 hectares en région

parisienne, quand vous reprenez une ferme de 300 hectares dans le Massif Central - 300 hectares de cailloux où vous n'allez qu'une seule fois pour planter du tournesol - vous n'êtes vraiment pas à plaindre !

■ **Royaliste :** On va vous reprocher de vous en prendre à l'ensemble des agriculteurs.

Michel Leblanc : Ce n'est pas le cas. Je dénonce les mensonges des dirigeants agricoles, et j'accuse avant tout le pouvoir politique, qui cède devant certains groupes dès qu'ils ont un comportement violent. C'est le cas pour les organisations agricoles : il suffit que le président de la FNSEA donne un coup de poing sur la table pour que les portes de Matignon et de l'Élysée s'ouvrent.

La République française est tellement méprisante avec ses citoyens, elle est tellement technocratique et aveugle qu'elle ne réagit que quand elle a peur. Cela explique qu'Alain Juppé n'ait pas totalement retiré son plan en décembre 1995 : il n'y avait pas de violence dans la rue, donc la crainte du gouvernement n'était pas assez forte. Quand les agriculteurs ne sont pas contents, ils cassent franchement, spectaculairement, et le pouvoir politique fait ce qu'ils demandent. Mais, je le répète, la manne gouvernementale ne profite pas à tout le monde : un métayer vendéen reçoit quelques milliers de francs de subventions, alors qu'un céréalier de la Beauce qui a deux mille hectares reçoit quatre millions de francs. La FNSEA ne peut pas dire qu'elle défend l'ensemble des agriculteurs !

Nous sommes dans une jacquerie permanente. Les organisations agricoles vivent de la peur qu'elles provoquent. Plus grave encore : elle n'a plus besoin de mobiliser des manifestants et des tracteurs puisqu'elle a installé le premier paysan de France à l'Élysée - en l'occurrence Jacques Chirac. D'où le titre de mon livre : « La jacquerie finit à l'Élysée » car, maintenant, la République agricole est au cœur de l'État français.

■ **Royaliste :** Ne pensez-vous pas que le président de la République peut

s'affranchir des groupes d'intérêt qui l'ont soutenu ?

Michel Leblanc : Jacques Chirac a déjà annoncé un changement d'orientation en octobre 1995. Je ne pense pas qu'il fasse un nouveau changement, qui consisterait à dire à ses plus fidèles soutiens qu'il s'est trompé. Jacques Chirac ne sera pas désinvolte avec les agriculteurs, comme il l'a été avec les autres citoyens. Avec lui, nous sommes complètement entrés dans une société de privilégiés.

■ **Royaliste :** Comment cela ?

Michel Leblanc : En regardant ce qui s'est passé dans le monde agricole, on comprend ce qui menace l'ensemble de la société française : peu de riches, un nombre croissant de pauvres. Mais il y a une différence, qui doit inquiéter Jacques Chirac : les jeunes de vingt ans qui ont voté pour lui à l'élection présidentielle ne sont pas membres de la FNSEA. Ils n'iront pas manifester, comme le font les agriculteurs pour « défendre leur avenir » alors qu'ils ne font que défendre les intérêts du petit groupe des agriculteurs en quatre L : Loden, Labrador, Logiciel et Le Touquet.

■ **Royaliste :** Prendriez-vous les agriculteurs pour des imbéciles ?

Michel Leblanc : Ce serait me remettre en cause moi-même, puisque j'ai été agriculteur, et insulter mon père, qui l'était aussi. Je dis simplement que les agriculteurs sont actuellement coincés : la puissance de la FNSEA les entrave, les ministres socialistes n'y entendaient rien, et l'actuel gouvernement est complètement soumis à la FNSEA comme je l'ai dit tout à l'heure. Mais les petits agriculteurs sont conscients de cette impasse, et j'espère qu'ils vont en sortir rapidement.

Propos recueillis par Jacques Blangy

Bibliographie

♦ L'agriculteur, la putain et le député - 1993 - prix franco : 88 F.

♦ Quand une jacquerie finit à l'Élysée - 1995 - prix franco : 94 F.

Foccart

Lorsque l'on a été l'un des grands barons du gaullisme, collaborateur direct du Général et en charge de dossiers assez sensibles (relations avec l'Afrique, services secrets, préparations des élections), on a beaucoup de choses à raconter. Tel n'est pas le cas de Jacques Foccart qui vient de se livrer à un premier tome d'entretiens (1).



L'intérêt des conversations avec Foccart réside malheureusement plus dans les questions fouillées qui lui sont posées que dans les réponses évasives qui y sont données. Le goût du secret ne se perd pas facilement et l'éminence grise répond trop souvent à son interlocuteur qu'il n'est pas au courant, qu'il ne se souvient pas ou qu'il n'avait pas à s'occuper de tel ou tel dossier. Alors pourquoi Foccart se prête-t-il à l'exercice ? Probablement parce qu'il lui fallait répondre à une biographie que lui a consacrée Pierre Péan (2). Par le biais des questions, on revit cependant une période passionnante de notre histoire et de celle du gaullisme : création du RPF, guerre d'Algérie, indépendances africaines, mai 68, rôle du SAC, etc.

Témoin de premier plan, Foccart expédie en cinq lignes les relations entre le comte de Paris et Charles de Gaulle en indiquant qu'il n'y attachait pas d'importance et que le Général s'amusait des intentions du Prince, ce que contredisent les correspondances publiées depuis (3). Malgré quelques portraits intéressants de dirigeants africains et la relation de proximité avec le Général de Gaulle, ce premier pavé de 500 pages (qui couvre la période jusqu'en 1969) laisse le lecteur sur sa faim. Le suivant sera-t-il aussi éluif ?

Christian MORY
(1) « Foccart parle » - Entretiens avec Philippe Gaillard - Tome 1 - Fayard/Jeune Afrique - prix franco : 155 F.
(2) Pierre Péan - « Foccart, l'homme de l'ombre » - Fayard - prix franco : 155 F.
(3) Comte de Paris/Général de Gaulle - « Dialogue sur la France, correspondance et entretiens 1953-1970 » - Fayard - prix franco : 135 F.

Messages pour la paix

Lucidité, colère, douleur, espérance. Écrites pendant la guerre civile, des lettres d'amour aux Slaves du Sud qui toucheront tous les Européens.

Malgré des milliers de reportages, malgré des centaines de milliers d'images, malgré des kilomètres de commentaires, peu de Français ont compris la guerre civile de Yougoslavie. Bêtise ? Paresse ? Pas le moins du monde : faillite de l'explication dans le verbiage, et profond désarroi face aux imprécations et aux discours hystériques de ceux qui appelaient à la mobilisation et à la guerre contre les Serbes.

Ce vacarme recouvrait les voix de quelques justes, qui voulaient garder raison et qui tentèrent de prévenir puis d'arrêter la guerre fratricide entre Croates et Serbes, puis entre les peuples de la Bosnie-Herzégovine, sans cesser de penser au Kosovo, à la Macédoine, à la Voïvodine. Pendant cette terrible guerre, aujourd'hui seulement suspendue, Edgar Morin a été l'homme du parti de la paix. Pas la paix complaisante, ni le pacifisme aveugle aux pires violences, mais la paix conçue comme exigence morale et comme oeuvre politique.

Comment faire ? D'abord résister à l'intolérance et à l'anathème, comme Edgar Morin le dit dans son magnifique discours de Sarajevo. Puis vouloir raison garder, afin de comprendre pour bien expliquer. Tâche impossible, quant à l'écheveau balkanique ? C'est faux. Il suffit de lire ses articles rassemblés dans un livre d'une centaine de pages (1), ou seulement celui consa-

cré au « surgissement du total-nationalisme » - pour comprendre comment les pesanteurs historiques, les logiques politiques et les ambitions des seigneurs de la guerre ont conduit à l'éclatement de la fédération yougoslave et à la guerre fratricide. Quelques pages, mais rien n'est perdu de la complexité, et le souci de comprendre ne conduit jamais aux mollesse consensuelles. Aucune responsabilité n'est oubliée - y compris celle du Vatican et de l'Allemagne - et les criminels sont nommément désignés, ceux de Belgrade comme ceux de Zagreb. Mais les peuples ne sont pas diabolisés : lourds de douleur et de colères dominées, les messages d'Edgar Morin forment une grande et belle lettre d'amour à l'ensemble des Slaves du Sud qu'il appelle, aujourd'hui comme hier, « nos amis et nos frères ».

C'est ainsi que les chemins de la paix sont restés entrouverts. Et c'est la paix qu'il faut maintenant établir entre les peuples de Bosnie, avec les forces démocratiques de Serbie et de Croatie, dans l'espoir de nouvelles associations entre tous les Slaves du Sud, et entre toutes les nations européennes réunies en confédération. Edgar Morin désigne ainsi la tâche de l'intelligence européenne, à laquelle chacun est convié.

B. LA RICHARDAIS

(1) Edgar Morin - « Les Fratricides, Yougoslavie-Bosnie 1991-1995 » - Arléa - prix franco : 100 F.

Le problème Carrel

Le nom d'Alexis Carrel serait-il en passe de devenir maudit ? La faculté de médecine de Lyon (sa ville d'origine) qui portait ce nom vient d'être débaptisée. Et partout, on manifeste pour débaptiser les rues Carrel. Ce prix Nobel (de 1912) mériterait-il tant d'opprobres après avoir été la figure de référence de tant d'excellentes familles où son fameux ouvrage « L'homme et l'inconnu » figurait au meilleur rayon de la bibliothèque ? Tous les arguments lancés contre lui ne sont pas de valeur équivalente. Certains sont franchement tirés par les cheveux, lorsqu'ils ne sont pas carrément erronés. Il n'empêche qu'il y a un vrai problème Carrel, et que ce problème ressurgit très opportunément à l'heure où la médecine est revenue au centre des interrogations éthiques. Mais toute la difficulté est de le bien poser. Je ne pense pas que Carrel ait jamais été « nazi ». S'il a participé à un courant idéologique, celui-ci serait plutôt assez typiquement américain et même « médical » au sens où la médecine peut engendrer une philosophie de l'homme de type biologiste.

Avant de porter tout jugement sur l'homme et ses idées, il convient de se référer à une enquête sérieuse et non à des approximations polémiques. De ce point de vue, on ne peut que se rapporter aux travaux d'Alain Drouard, même si on ne partage pas toutes ses conclusions. Ce directeur de recherche au CNRS est le premier à avoir tiré de la mythologie « La fondation française pour l'étude des problèmes humains » fondée et dirigée par Carrel au cours de l'occupation et qui alimente aujourd'hui encore bien des fantasmes. Il est également l'auteur d'une biographie du même Carrel, qui se recommande par ses qualités de précision et qui permet d'apprécier la personnalité de ce prix Nobel de médecine au-delà des préjugés. Quels que soient les griefs qu'on puisse avoir à son égard, il est impossible de ne pas considérer Carrel comme un bienfaiteur de l'humanité. Ses travaux dans le cadre de la fondation Rockefeller sont à l'origine de beaucoup des avancées de la médecine moderne, aussi bien dans le domaine de la chirurgie cardio-vasculaire, dans celui de la culture des tissus et celui de la greffe d'organes. Comment oublier que son action au service des blessés durant la première guerre mondiale sauva la vie à des centaines de milliers de soldats qui sans la méthode Carrel-Dakin seraient morts de septicémie.

Par ailleurs, ce médecin génial est incontestablement un « humaniste ». Il a un profond souci spirituel qui l'empêchera toujours de céder à certaines tentations philosophiques. Son honnêteté intellectuelle est grande et le porte à reconnaître la complexité des sujets qu'il aborde. Scientifique jusqu'au bout des ongles, il refusera le scientisme et cela lui vaudra quelques ennuis dans un milieu médical qui au début de ce siècle est très marqué par un positivisme de style dogmatique. Qu'il ait été témoin direct à Lourdes d'une guérison instantanée d'un cas gravissime et qu'il ait scrupuleusement rapporté les faits - sans aucune interprétation religieuse - ne lui sera pas pardonné. Et le sectarisme

du milieu médical lyonnais explique en partie son départ pour les États-Unis et sa carrière à l'institut Rockefeller.

Mais cet « humaniste » connaîtra une tentation biocratique qui apparaît à l'évidence dans son célèbre ouvrage « L'homme, cet inconnu ». Ce qu'il voudrait c'est faire une science totale de l'homme qui accomplirait la synthèse de tous les apports scientifiques contemporains. À partir de cette totalité entrevue, il espère pouvoir envisager une autre organisation de la société : « Nous devons donc chercher les moyens de donner à l'humanité une sorte d'âme, de cerveau immortel, qui intégrerait ses efforts et donnerait un but à sa marche errante... ». Entreprise ambitieuse et vague à la fois, tout à fait illusoire d'ailleurs qui ne fait que prolonger à sa façon le projet positiviste. Un modèle biologique et eugénique commande cette recherche qui voudrait promouvoir un nouvel élitisme. Cela a de quoi vous faire dresser les cheveux sur la tête, lorsque notre bon docteur écrit dans ses cahiers : « supprimer les classes sociales et les remplacer par les classes biologiques » ou encore « La biocratie plutôt que la démocratie ».

Pourtant, il y a quelque chose qui retient Carrel de céder à la logique de ce qu'il faut bien appeler son délire. C'est

précisément le mystère de l'homme, ce qui fait qu'en dépit de tous les progrès de la connaissance cet homme sera toujours un inconnu qu'il serait fou de faire entrer de force dans un système clos. Ce qui déborde ce système, c'est bien sûr, la liberté, mais c'est aussi la recherche spirituelle. On sait que son dernier livre sera consacré à la prière. Sans cette contradiction, notre Nobel eut pu se transformer en docteur Folamour ou en réformateur social à la Frankenstein. Mais il valait infiniment mieux que cela et sa rencontre avec Dom Alexis, le légendaire fondateur de l'abbaye de Boquen en Bretagne, est significative d'une recherche de l'absolu qui hésite entre l'utopie et la contemplation. Dom Alexis propose à un moment d'installer dans son abbaye l'institut rêvé de cette science de la totalité. L'idée en sera reprise pendant l'occupation avec ce très réel institut sur lequel on a dit tant de bêtises et qui a témoigné en acte à sa façon de l'impossibilité et en même temps de la fécondité de la folie Carrel. Il est impossible de parvenir à la Totalité quand tout part - et fort heureusement - dans tous les sens. Mais en même temps comment nier qu'une institution où se sont retrouvés un François Perroux, un Alfred Sauvy et un Philippe Ariès n'ait eu quand même une certaine pertinence. Y voir un organe de la collaboration est absurde, d'autant qu'elle fut aussi un nid de résistants.

La querelle d'aujourd'hui n'est donc pas sans fondements. Elle risque pourtant de déraiper dans le sens du *politiquement correct*, en éludant de façon totalitaire, la complexité de l'homme et du penseur qui sut résister à ses propres tentations. Un homme qui n'hésitait pas à écrire : « Il y a des différences qualitatives aussi bien que quantitatives entre les individus au point de vue intellectuel... Le quotient intellectuel ne donne pas une idée de la valeur de l'individu. Moyen extrêmement grossier de classification... ». Plutôt que de jouer aux chasseurs de sorcière, nos débaptiseurs seraient mieux inspirés de reprendre la problématique de Carrel pour voir comment elle peut éclairer les débats actuels, en discernant ses erreurs non sans rendre justice à ce que le savant a apporté au vrai progrès humain.

Alain Drouard - « Alexis Carrel (1873 - 1944), De la mémoire à l'histoire » - L'Harmattan, 1995 - prix franco : 150 F.

Du même : « Une inconnue des sciences sociales, La Fondation Alexis-Carrel (1941 - 1945) » - INED, Maison des sciences de l'homme, 1992 - prix franco : 220 F.

par Gérard Leclerc



23 et 24
mars

NOUVELLE ACTION ROYALISTE
15^e
Congrès de
la N.A.R.
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le Congrès de la NAR a pour rôle de définir la ligne politique pour les mois à venir ainsi que de fixer la position du mouvement sur des thèmes particuliers.

Deux thèmes retenus, cette année, pour le travail des commissions :

✓ " Comment s'opposer à la progression du Front National ? ",

✓ " Défense et promotion du service public ".

Seuls les adhérents de la N.A.R. peuvent participer aux travaux du Congrès, mais il est encore temps pour adhérer

Par votre adhésion manifestez-nous votre soutien et participez à la vie du mouvement.

Demandez-nous la brochure "A la découverte de la N.A.R." qui contient tous les renseignements pratiques sur l'adhésion.

Redécouvrir

Bernanos, prénom Michel

Jungles touffues, broussailles enchevêtrées, montagnes volcaniques, toujours, chez Michel Bernanos, la Nature est à l'affût de l'Homme. Elle guette sa chute, comme pour l'effacer d'un monde qu'il n'a pas su mériter.

Injustement méconnues, ou trop rapidement oubliées, les oeuvres de Michel Bernanos étaient devenues pratiquement introuvables. Aussi, rendons grâce aux éditions Fleuve Noir qui viennent de publier sous la forme d'un seul et unique volume de poche, quatre de ses romans essentiels. Sous le titre global « *Le Cycle de la Montagne Morte de la Vie* », on retrouve « *Le Murmure des Dieux* », « *L'Envers de l'Éperon* », « *La Montagne Morte de la Vie* », et « *Ils ont déchiré Son Image* ». Une lumineuse préface d'Hubert Sarrazin inaugure ce volume, qu'un important et précis appareil critique vient clore.

Ayant choisi de quitter ce monde un certain jour de juillet 1964, Michel Bernanos n'a jamais connu la gloire littéraire. Et si, d'une certaine manière, ses oeuvres ont été mieux accueillies à titre posthume que de son vivant, elles n'ont pas rencontré la reconnaissance qu'elles méritaient. Il y a à ces rendez-vous manqués plusieurs explications possibles. La première, qui n'est pas toujours exprimée consciemment, tient à la renommée de Georges Bernanos. La tentation est toujours trop grande de comparer Michel à son père. Or, l'oeuvre est à cet égard absolument originale, nullement « bernanosienne » car elle ignore tout

de la problématique du mystère chrétien. Sa profondeur est païenne, animiste, et si dans son dernier conte, Dieu et le diable dialoguent, il n'y a rien d'évangélique dans leur conversation - tout juste pourrait-on évoquer le ton de quelque prophète de l'Ancien Tes-



tament. Répétons-le encore, son univers est radicalement autre. Il faut lire Michel Bernanos pour lui-même, sans penser à Bernanos.

Il y a aussi que Michel Bernanos n'a pas écrit des romans abscons ou narcissiques, ce qui est un terrible inconvénient pour séduire le petit cénacle des cuistres qui, en France, font et défont les réputations. Pire encore, il a choisi d'illustrer, au travers du « Cycle », deux genres émi-

nemment populaires, l'aventure et le fantastique, universellement méprisés dans quelques rues parisiennes d'autour de Seine - là où sont ceux qui comptent (qui comptent quoi, au fait ?). Et pourtant, ces formes étaient les bonnes, celles qui permettent le mieux de transcrire cette terrible quête des hommes qui les conduit toujours à la tragédie. Car l'univers de Michel Bernanos est un univers sombre, où la sensibilité s'exacerbe jusqu'à la douleur, et qui ne connaît pas l'échappatoire de la transcendence. Le héros succombe toujours, et si cette chute n'est pas toujours la mort - elle peut être une transmutation dans une des formes les plus élémentaires, les plus « innocentes », de la vie -, elle est toujours le signe d'une punition, dont l'apparente absurdité n'est qu'un voile trompeur jeté sur une intime culpabilité. Il n'y a pas ici de rachat divin, mais une nature dévoreuse, et sans doute aussi féconde. Si l'homme y perd toute son humanité, du moins tout ce qu'il lui en restait, la vie n'y est-elle pas sauvée ?

Ceux qui ont déjà lu Michel Bernanos redécouvriront avec bonheur ce « *Cycle de la Montagne Morte de la Vie* » (cette forme compacte est séduisante). Quant à ceux, trop nombreux, qui n'ont pas encore eu la chance de le lire, c'est là une occasion inespérée qui leur est offerte. Et qu'ils sauront saisir.

Patrick PIERRAN

Michel Bernanos - « *Le Cycle de la Montagne Morte de la Vie* », Éditions Fleuve Noir, 704 p., prix franco : 98 F.

MAISON DE FRANCE

Vient de paraître le numéro 39 d'*Alliance royale* le bulletin de l'association des Amis de la Maison de France. Ce numéro, particulièrement intéressant, contient entre autres un entretien exclusif avec le prince Jean, duc de Vendôme. On peut se procurer ce bulletin (25 F franco) en nous écrivant, ou mieux, en adhérant à l'association des Amis de la Maison de France (cotisation annuelle 150 F). A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08.

♦ Toujours sous l'égide de l'association des Amis de la Maison de France, une séance de signature du dernier ouvrage de la comtesse de Paris « *Mon bonheur de grand-mère* », aura lieu le samedi 9 mars à partir de 16 h. dans le salon Voltaire du Procopée, 13 rue de l'Ancienne Comédie, 75006 Paris. Entrée libre - On peut se procurer le livre auprès de notre service librairie : 100 F franco.

CARTES

Tous les adhérents de la N.A.R., à jour de leurs cotisations, ont maintenant dû recevoir leur carte pour 1996.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (*pin's*) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

♦ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

♦ Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut.

♦ Double coeur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm de haut.

♦ Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

♦ Blason de France (trois fleurs de lys or sur email bleu) - 10 mm de haut.

♦ Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

♦ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

♦ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

Achetez TOUS vos livres à notre service librairie

AUTOCOLLANTS
GRATUITS !



Une campagne de promotion

Devant le succès rencontré par nos autocollants publicitaires pour *Royaliste* qui nous valent beaucoup de contacts nouveaux, nous avons décidé d'utiliser ce moyen de promotion sur une plus grande échelle. Pour cela nous offrons à tous nos amis qui manifesteront le désir de s'associer à cette campagne trois planches gratuites de ces autocollants. Pour en bénéficier il suffit de nous retourner après l'avoir rempli le bon ci-dessous.

BON POUR
TROIS
PLANCHES
GRATUITES

NOM/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

à retourner à ROYALISTE,
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 6 et 13 mars - Pas de réunion en raison des vacances d'hiver

● Mercredi 20 mars - On ne présente pas Laurent FABIUS ! L'actuel président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a récemment publié un ouvrage (« *Les blessures de la vérité* ») dont il viendra nous entretenir. L'occasion nous est ainsi donnée de débattre, avec un des principaux dirigeants politiques français, de la crise qui affecte gravement notre société, et des projets politiques auxquels le Parti socialiste est en train de réfléchir.



Fanion de table aux armes de France

En rayonne de format 9 x 13 cm, monté sur tige métallique, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm.

Hauteur totale 25 cm.

Prix franco : 50 F

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

TRACTS

Le nouveau tract « *Une autre politique ? Elle existe !* » est disponible. A diffuser largement autour de vous.

Tarif (franco) : 100 ex. : 45 F - 200 ex. : 75 F - 400 ex. : 130 F - 600 ex. : 185 F.

Nous disposons aussi de deux modèles d'affiches (format 29,7x42 cm impression noire sur fond jaune). L'une reprend le texte du tract ci-dessus, l'autre porte le slogan : « La politique ? Autrement ! ».

Tarif des affiches : 45 ex. : 45 F - 95 ex. : 80 F - 195 ex. : 140 F.

ADHÉRIER

Adhérer à la N.A.R. est non seulement une marque d'accord avec nos principales prises de position mais aussi le moyen de participer aux décisions qui engagent notre mouvement. Pour participer à notre prochain Congrès (23 et 24 mars) il faut être adhérent. Demandez-nous les renseignements pratiques pour adhérer.

Logiques européennes

Les dirigeants des grands partis sont moins aveugles qu'on ne le dit. Par exemple, ils se sont aperçus que notre ambition nationale ne pouvait se réduire au respect des critères de convergences prévus par le traité de Maastricht en préalable à la monnaie unique. Quoi qu'on dise, ce respect est compris comme une soumission, lourde de sacrifices, à un système de contraintes dont le sens reste obscur.

Les Français seraient-ils inattentifs ou stupides, comme le murmurent certains technocrates de haut vol ? Certes non. Il se trouve que la République a cessé d'être une pédagogie, au plus beau sens du terme, pour devenir un centre de communication de messages fabriqués par des professionnels de la chose, qui se partagent entre faux habiles et vrais charlatans. Il se trouve que le débat politique disparaît dans la langue de bois généralisée - expression de la Pensée Correcte qui atteint, en ce qui concerne l'Europe, ses plus hauts sommets. La « communication » ne souffre pas d'un déficit, mais d'une insignifiance d'autant plus exaspérante qu'elle recouvre des choix implicites dont chacun ressent les insupportables conséquences : chômage, pauvreté, misère.

Les dirigeants des grands partis savent tout cela, et s'en inquiètent. Aussi disent-ils depuis quelques semaines qu'il faut désormais envisager politiquement les questions européennes. L'intention, louable, ne suffit pas. On parle aujourd'hui du complément politique comme on dissertait sur le « supplément d'âme » après le départ du

général de Gaulle, comme on évoquait la nécessité de rapprocher les institutions européennes des citoyens après le référendum sur le traité de Maastricht. A chaque fois, la classe dirigeante désigne le manque, proclame la nécessité de le combler, puis retourne à ses graves occupations : le discours sur l'âme ne nous a pas évité la médiocrité pompidolienne ; le plaidoyer en faveur de l'Europe des citoyens n'a pas empêché les grands partis de fabriquer des listes



d'apparatchikis pour les élections européennes de 1994.

Cette fois, la politique européenne fera-t-elle l'objet d'un véritable débat ? Il faut l'espérer d'autant plus fermement que s'ouvre, le 31 mars à Turin, la Conférence intergouvernementale chargée d'examiner les questions relatives à l'approfondissement et à l'élargissement de l'Union européenne. Sans préjuger de notre attitude à l'égard de la ligne diplomatique officielle, nous ferons quant à nous trois observations de simple logique :

- L'idéologie du marché n'est pas compatible avec l'organisation de l'Europe. Il est historiquement démontré que le lais-

ser-faire ne favorise pas la liberté, mais au contraire un encadrement bureaucratique qui aboutit à la production arbitraire de normes contraignantes. Ce paradoxe s'explique par le fait que le fameux marché ne peut jamais fonctionner de manière spontanée, mais toujours sous l'égide d'un pouvoir qui le fait exister et qui organise, dans des limites variables, la liberté des échanges marchands. Cela signifie que l'économie européenne doit être replacée sous le contrôle politique des États, et que l'organisation ne se fasse plus, autre paradoxe, selon une doctrine de dérégulation qui contredit l'objectif recherché. Cela signifie aussi que la question monétaire doit être envisagée sous l'angle politique, tant il est vrai que la confiance dans une monnaie est fonction de la légitimité du pouvoir qui l'a créée et dont elle est le signe.

- La troisième voie que certains - tel Jacques Delors - prétendent dessiner entre les formes fédérale et confédérale est une illusion. Nous resterons dans la logique du tiers exclu tant qu'on ne nous aura pas donné la référence historique et la définition juridique précise de l'organisation à venir.

- Un pouvoir de type fédéral nous conduit logiquement à une impasse : ou bien ce pouvoir s'impose aux nations sur le mode de l'impérialisme dur, c'est-à-dire selon un système de contraintes qui sera vite rejeté ; ou bien ce pouvoir reste faible, à la manière du Saint Empire, et la fédération ne parviendra pas à l'existence mais tolérera les pires formes d'exploitation économique.

Il n'y a d'union possible et acceptable que sous la forme d'une confédération des nations européennes, progressivement élargie à l'Europe tout entière. Avant comme après Maastricht, telle fut et telle demeure notre conviction.

Bertrand RENOUVIN